

FACULTÉ DES SCIENCES DE L'UNIVERSITÉ DE BOUMERDÈS

Les grévistes ont obtenu gain de cause

Les étudiants de la faculté des sciences (ex-INIL) de l'université M'hamed-Bougerra de Boumerdès, regroupés au sein d'une coordination, ont obtenu gain de cause à l'issue d'une grève générale et l'obstruction de l'entrée de leur faculté.

A la suite de cette protestation, concrétisée par une plate-forme de revendications contenant 6 points, une délégation estudiantine a été reçue, au premier jour de l'action, par le doyen de la faculté.

Dans la liste des revendications déposée sur le bureau du doyen, il est question de l'exclusion d'un nombre important d'étudiants.

«Des camarades ont été exclus alors que la publication des résultats des examens a pris un grand retard. De plus, ces derniers avaient demandé, comme leur permet la

réglementation, la rétrogradation au niveau du DEUA mais l'exclusion a été maintenue. C'est injuste !» dira l'un des grévistes devant l'entrée de la faculté.

Les protestataires ont dénoncé l'instabilité et les changements intempestifs dans le système pédagogique du LMD ; ils déplorent la longue fermeture de la bibliothèque pour travaux de réfection et l'insuffisance des postes de connexion au web.

Selon nos interlocuteurs, il n'y a que 60 postes dans une faculté qui compte 10 000 étudiants. Le manque de moyens dans les laboratoires a été également

signalé : «Nous ne pouvons effectuer qu'un seul travail pratique sur les 7 qui nous sont demandés à cause du manque de moyens.» Au moment de cet entretien, un étudiant enlève les affiches et dit à ses camarades de libérer le passage.

D'après ce dernier, le doyen a consenti à revoir, dans le sens de l'apaisement, le problème des exclusions.

Par ailleurs, selon ce délégué, les responsables de la faculté se sont engagés à prendre en charge les problèmes soulevés par les grévistes. Il y a lieu de noter que cet arrêt de cours pacifique a été motivé par les inquiétudes des étudiants quant à la qualité de l'enseignement et, par conséquent, de leur avenir. Il y a

lieu de noter également la disponibilité du doyen qui a aussitôt engagé un dialogue avec les protestataires.

Cette grève est à l'opposé de celles menées sporadiquement par des organisations estudiantines, notamment celles proches des islamistes qui réclament de manière récurrente de la «bouffe».A ce propos, plusieurs sources dont état de manipulations des responsables de ces organisations, qui, faute de revendiquer la résorption de véritables problèmes des étudiants, exercent un véritable chantage sur les gestionnaires des cités universitaires pour leur arracher des passe-droits et des privilèges.

Abachi L.

CRIME DU COMPLEXE EL-DJORF DE MELBOU À BÉJAÏA

Perpétuïté pour l'assassin du jeune Amar

Le tribunal criminel de Béjaïa a rendu, tôt dans la matinée de lundi dernier, son verdict dans l'affaire du meurtre du jeune Sétifien Keskes Amar, tué le 18 août 2007 au complexe El-Djorf de Melbou.

Les magistrats du tribunal criminel de Béjaïa, qui ont rendu leur verdict vers 3h30 du matin après un procès qui a duré presque 12 heures, ont condamné le principal accusé, à savoir un agent de sécurité du complexe où la victime avait l'habitude de passer ses vacances en famille depuis l'âge de quatre ans, à la perpétuïté.

Quant aux deux autres vigiles accusés de complicité, ils ont été innocentés.

Pour rappel, les faits de cette tragique affaire remontent au 18 août 2007, jour du vingtième anniversaire du jeune Amar. Selon l'arrêt de renvoi de la chambre d'accusation, vers 23h du même jour, après le dîner, la victime s'est dirigée vers la salle de jeux du complexe en compagnie de ses amis.

A l'entrée, un agent de sécurité leur interdit l'accès sous prétexte qu'il était minuit, c'est-à-dire l'heure de la fermeture. Ne voulant pas trop insister, K. Amar fait demi-tour et s'éloigne.

L'agent, qui avait certainement une dent contre le jeune homme, commence à l'insulter et lui lancer des obscénités. La victime, touchée dans son amour-propre, réplique à son tour et s'ensuit une bagarre entre les deux protagonistes.

Voyant que la victime avait pris le dessus sur son agresseur, deux autres vigiles s'en mêlent et prêtent main-forte à leur collègue. Même ceinturé et plaqué par terre, Amar se débattait toujours, alors le premier vigile se dirigea vers le poste de garde pour revenir avec un couteau suisse qu'il va planter au niveau du cœur de la victime.

Un autre coup sera asséné par un autre agent sur la nuque à l'aide d'une barre de fer.

En dépit de ces coups mortels, la victime trouve le courage de sortir de l'hôtel pour s'écrouler quelques mètres plus loin. Amar rendra l'âme sous les yeux des estivants et des habitants de la cité.

Appelé à la barre, le père de la victime a fait des déclarations poignantes. «Nous sommes des clients de cet hôtel depuis plusieurs années et jamais je n'aurai imaginé vivre des moments insoutenables. Mon séjour estival s'est transformé en un immense deuil. Mon fils Amar a été tué sauvagement. C'était un meurtre

gratuit et prémédité. Si mon fils a réellement fait quelque chose de mal, les vigiles auraient pu alerter la Gendarmerie nationale qui avait un poste à l'intérieur même du complexe.

Aussi, mon fils est un client de l'hôtel et le rôle de ces vigiles est en principe de veiller à la sécurité des clients et non pas de les agresser et les assassiner comme ce fut le cas de mon fils», renchérit le père tout en pleurs.

Le ministère public avait requis la perpétuïté pour l'ensemble des accusés

Notons à la fin que la famille de la victime qui n'est pas satisfaite de la peine et du jugement qui a innocenté les deux autres vigiles compte faire appel. «Lors de son interrogatoire par le président du tribunal criminel, l'accusé principal avait avoué que les deux vigiles étaient complices, des personnes ont aussi témoigné que les deux agents ont participé à ce crime.

Pour ces raisons, je vais faire appel et j'ai confiance en la justice. Mon fils est dans l'autre monde et ils ne vont pas me le rendre, mais les criminels ne doivent pas rester libres, c'est une question de principe», a déclaré le père de la victime.

Imed Sellami

TLEMCCEN

Beni-Bahdel, une commune dans tous ses états

Beni-Bahdel, cette petite commune, qui abrite quelque 2000 âmes au pied des monts de Beni-Snous, est sans doute la plus petite commune d'Algérie.

Relevant de la daïra de Béni-Snous, cette localité vit dans un isolement total et ce, malgré le lancement de plusieurs opérations inscrites dans le cadre des différents plans de développement et qui ont touché l'ensemble du monde rural.

Après les intempéries qui se sont abattues sur toute la wilaya qui a enregistré la meilleure pluviométrie depuis le début des années 1980, la commune de Beni-Bahdel peut être classée parmi les zones sinistrées.

Le tronçon principal à l'entrée du village a été fortement endommagé, une grande partie de la route a disparu, il n'y a plus

de trace de bitume, cela prouve si besoin est le manque de sérieux quant à la qualité des travaux engagés.

On peut tout de même se poser la question sur ce genre de bâclage d'autant plus que l'exécutif ne lésine sur aucun moyen quand il s'agit de l'amélioration des conditions de vie dans les zones rurales.

Ce n'est pas la première fois que les habitants de cette commune dénoncent ce laisser-aller. Interrogé sur cette situation, un élu FLN déclare ouvertement que les choses vont très mal au sein de cette assemblée (composée de 4 élus RND et de

3 élus FLN), c'est le même problème qui surgit à chaque fois qu'il faut prendre des décisions au niveau de cette assemblée dirigée par un président, un élu RND et dont la méthode de gestion est fortement contestée. Il paraît clairement que les élus du FLN ne sont pas associés à la prise de décisions pour l'inscription des projets.

Ce même élu déclare : «Nous représentons une importante frange de la population qui a voté pour nous, mais certains n'ont rien compris à leur devoir d'élus, ils doivent être au service de toute la population en faisant fi de toute couleur politique et nous sollicitons vivement l'intervention du wali car cela fait des années que ce mal perdure au niveau de cette commune.»

A Beni-Bahdel, les jeunes aussi se posent la question sur leur avenir dans cette contrée qui semble figée, aucune activité pour briser l'isolement.

Il faut noter que la section des Scouts est très active, mais, là aussi faut-il encore que les élus affichent une certaine

disponibilité. Apparemment, ce n'est pas le cas.

Et pour cause, lors de la cérémonie du 1^{er} Novembre, les Scouts n'ont pas pu disposer de la maison de la culture pour célébrer la fête du déclenchement de la Révolution alors qu'ils avaient élaboré tout un programme.

Dans cette commune, il se passe des choses étranges selon les dires de certains membres de la société civile. Des citoyens menacent de recourir à la grève illimitée.

«Nous avons l'impression de vivre au bout du monde et personne ne nous écoute ; la grève reste le seul moyen pour nous, mais nous espérons que M. le wali fasse diligenter une enquête», nous dit ce fellah qui ne comprend rien à cette situation.

La rivalité entre les deux partis de l'alliance gouvernementale a pris des proportions alarmantes au niveau local. Un appel à l'ordre s'impose et de manière urgente.

M. Zenasni

SAÏDA

La gendarmerie enquête à l'APC de Douï Thabet

Le procureur de la République près le tribunal de Saïda a ordonné l'ouverture d'une enquête judiciaire sur la passation de marches publics dans la commune déshéritée de Douï Thabet (23 km au nord-ouest du chef-lieu de la wilaya) à la suite de la plainte déposée par l'ex-P/APC de ladite commune et d'obédience FLN, a-t-on appris de source autorisée.

Il s'agit de la réalisation d'une infrastructure contre les inondations d'un montant de quatre milliards cinq cents millions de centimes et d'une tribune du stade de la localité de Fijel relevant de ladite commune d'un montant d'un milliard sept cents millions de centimes, soit un montant global de six milliards deux cents millions de centimes.

53 affaires enrôlées durant la session criminelle 2008/2009

La chambre d'accusation près la cour de Saïda a inscrit durant la session judiciaire 2008/2009 pas moins de 53 affaires criminelles, a-t-on appris auprès de M. Hadj Mohammed Benfreha, président de la cour de Saïda.

La cour d'assises de Saïda examinera plus particulièrement le 22 novembre prochain la célèbre affaire des 30 qx de kif dont l'accusé principal n'est autre que le sinistre A. Zendjabil.

La session sera clôturée le 22 janvier. Par ailleurs, un bilan détaillé sur les différentes activités de son institution judiciaire a été dressé par le président de la cour sachant que la wilaya de Saïda réceptionnera au début de l'année prochaine son nouveau tribunal.

Poursuite de l'enquête sur le détournement de l'argent du PNDA

Le juge d'instruction près le tribunal de Saïda a auditionné la semaine écoulée de nouveau les mis en cause dans la célèbre affaire du détournement et dilapidation des deniers de l'Etat dans le secteur délaissé de l'agriculture, a-t-on appris de source concordante.

93 inculpés dont cinq sous contrôle judiciaire sont incriminés dans cette affaire pour l'achat de voitures luxueuses et de villas somptueuses au lieu de matériels agricoles et autres moyens de production.

Le domicile de l'intendant du CFPA de Amrous cambriolé

Les éléments de la surète de la wilaya de Saïda ont ouvert une enquête pour identifier les voleurs qui se sont introduits récemment dans le domicile de l'intendant dans l'enceinte même du centre de formation professionnelle Brizini-Chikh<, a-t-on appris de source concordante. En effet, les cambrioleurs se sont emparés de plusieurs objets de valeur avant de pendre la clé des champs.

Par ailleurs, l'ex-directeur de la DFP de la wilaya de Saïda, condamné par défaut par le tribunal de Saïda à dix ans de prison ferme, court toujours.

Kadour D.

VEILLÉE

Les familles Bach Chaouch, Bebbouchi et Mahteb informent que la veillée du 3^e jour du décès de

Bach Chaouch Mohamed El Hafid

aura lieu samedi 15/11/2008 en son domicile sis au Parc Miremont, rue J n°34 Bouzaréah.

A Dieu nous appartenons, à Lui nous retournons.